A

[REPRÉSENTANT DU PAYS]

[DATE]

**Objet : Prochaines étapes concernant la proposition d'exemption des ADPIC**

Honorable [REPRÉSENTANT DU PAYS].

Nous, travailleurs et travailleuses de la santé et d'autres services publics essentiels, [demandons à votre gouvernement de rejeter le texte qui a récemment fait l'objet d'une fuite](https://publicservices.international/resources/news/too-little-too-late-we-need-a-permanent-trips-waiver-mechanism?id=12760&lang=en) et de revenir à l'intention et à la vision originales contenues dans la proposition d'exemption des ADPIC présentée par l'Inde et l'Afrique du Sud.

Après deux ans de pandémie de COVID-19, nous, travailleurs et travailleuses en première ligne de la pandémie de COVID et d'autres services publics sensibles, avons été témoins de beaucoup de choses. Nous avons vu la souffrance, nous avons vu la mort. Nous avons tout donné pour sauver chaque patient. En d'autres termes, nous avons donné le meilleur de nous-mêmes pour atteindre le seul objectif possible face à une pandémie mortelle : sauver des vies. Dans notre travail, le temps est essentiel. Comme dans le vôtre.

Au cours des 17 mois qui ont suivi la présentation par l'Inde et l'Afrique du Sud de la proposition de dérogation aux ADPIC, près de 5 millions de personnes sont officiellement mortes. Plus de 3 millions de personnes sont mortes après que les premiers vaccins aient commencé à être inoculés dans les bras des personnes vivant dans les pays à revenu élevé. Selon un article paru dans The Lancet, le nombre réel de décès devrait être trois fois plus élevé. Actuellement, les pays à revenu élevé ont commencé à planifier la quatrième dose de vaccin pour les populations les plus vulnérables. Dans ces mêmes pays, les patients ont accès aux traitements actuels recommandés par l'OMS pour le COVID-19. Ce n'est pas le cas dans de nombreux pays en développement. Les monopoles liés à la propriété intellectuelle ont permis aux grandes sociétés pharmaceutiques d'empêcher les fabricants locaux des pays en développement de fabriquer et de vendre des produits de santé qui sauvent des vies. Nous devons rappeler que les variants Delta et Omicron ont constitué des arguments convaincants pour dire : personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas.

Le 15 mars, un texte a fait l'objet d'une fuite dans les médias, prétendant à tort qu'il s'agissait d'un "compromis" du groupe des QUATRE (le groupe de quatre pays - Inde, Afrique du Sud, États-Unis et UE) dans le cadre de discussions facilitées par le Secrétariat de l'OMC. Il est maintenant clair qu'il n'y a pas eu d'accord sur ce texte par ce groupe. Le texte a été rédigé par le secrétariat de l'OMC et ne fait que rassembler les pires positions de l'UE et des États-Unis. Il ne ressemble en rien à la dérogation ADPIC proposée par l'Inde et l'Afrique du Sud.

Il n'apporte pas de résultat significatif permettant d'étendre et de diversifier la production et de promouvoir l'accès. En fait, le contenu du texte ne peut même pas être considéré comme une dérogation aux ADPIC. Il n'offre pas de liberté d'exploitation ni de voie simplifiée pour les fabricants de génériques, comme le prévoyait la proposition initiale d'exemption des ADPIC. Au contraire, le texte qui a fait l'objet d'une fuite apporte des contraintes supplémentaires aux facilités existantes, créant ainsi de nouvelles barrières à l'entrée de fabricants locaux et de produits plus abordables. Il représente une régression par rapport au statu quo de l'OMC qui consiste à imposer des barrières de propriété intellectuelle et d'accès.

Des personnalités éminentes telles que Ban Ki Moon, le lauréat du prix Nobel Joseph Stiglitz et le professeur Jayati Ghosh ont vivement encouragé l'Inde et l'Afrique du Sud à rejeter le texte proposé à la suite de la fuite. Dans un avis, l'ancien Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-Moon l'a qualifié de "demi-mesure" qui "est à peine une renonciation, avec des éléments de l'accord sur la propriété intellectuelle activement renforcés", appelant l'Inde et l'Afrique du Sud à le rejeter.

Une dérogation ADPIC significative doit être un texte juridiquement contraignant qui : (a) couvre les vaccins, les produits de diagnostic et les produits thérapeutiques ; (b) ne contient pas de critères d'éligibilité, limitant les pays qui peuvent l'utiliser ; (c) s'applique à toutes les obligations pertinentes en matière de propriété intellectuelle, en particulier les brevets et les secrets commerciaux ; et (d) élargit pratiquement la marge de manœuvre des gouvernements et la liberté d'action des fabricants au niveau national pour accéder aux technologies et développer la production. Le texte qui a fait l'objet de la fuite ne répond pas à tous ces critères.

Nous demandons à votre gouvernement de rejeter le texte ayant fuité préparé par le Secrétariat de l'OMC, et de continuer à rechercher une dérogation significative pour sauver des vies et contrôler la pandémie dans le monde entier. Nous aimerions également solliciter une rencontre avec vous pour discuter de cette question importante avant le prochain cycle de discussions au Conseil des ADPIC.

Avec nos sincères salutations,

[Représentant syndical]

[COPIE AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ]